Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **1 (1943)**

Heft 1

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Richesse et population [1]

La démographie est sans doute le domaine humain où la prévision peut s'exercer avec le moins d'incertitude. Disons bien prévision et non point prédiction. La chute de la natalité dans les principaux pays d'Europe a notamment provoqué une vague de calculs prévisionnels, méthodiques et formels, qui ne peuvent, cela va sans dire, pas faire état des conséquences dues à la guerre ou aux cataclysmes, mais dont les conclusions sont cependant fort utiles aux gouvernements.

L'auteur de cet ouvrage, qui est directeur de l'institut français de conjoncture, en a relevé quelques exemples qui sont symptomatiques. Ainsi le signe d'alarme donné à la nation allemande et à ses dirigeants par le professeur Burgdorfer, montrant l'aboutissement de la route suivie au point de vue démographique jusqu'en 1932, a largement contribué dans ce pays, au redressement de la natalité, de 1933 à 1941, redressement voulu, voire imposé ou en tout cas dirigé.

Dans les pays à régime démocratique, une telle politique de population ne se justifiait pas. Les efforts ont plutôt tendu à la création des conditions préalables nécessaires, par l'institution d'une prévoyance collective dans le cadre national (prêts au mariage, allocations familiales, assurances-vieillesse) complétant la prévoyance individuelle (épargnes, assurances privées).

Le recul des naissances provoqué par les multiples décisions individuelles, résultant elles-mêmes de l'intérêt apparent de chacun, a conduit à croire qu'ayant dépassé le niveau optimum, les pays civilisés avaient intérêt à retourner à ce niveau, et par suite à réduire leur population. L'auteur réfute cette doctrine et combat le malthusianisme économique qui en découle, avec ses excès (café du Brésil brûlé ou jeté à la mer, subventions gouvernementales pour réduire les productions, semaine de quarante heures, etc.). Selon lui, il s'agirait bien moins de guérir une illusoire surproduction que d'organiser une indiscutable sous-consommation, par un renversement de l'évolution démographique du dernier siècle et une politique d'expansion économique.

Les remèdes proposés seraient, à l'intérieur des pays considérés, l'introduction du suffrage universel, en ce sens que chaque individu, de même qu'il a une carte d'alimentation (en cas de besoin), recevrait une carte d'électeur. Sans cette forme de vote, les parents de plusieurs enfants peuvent se croire en minorité et leurs intérêts sacrifiés. Avantages matériels dès le deuxième enfant sous forme d'allocations de logement, de gratuité d'enseignement, de réduction de tarifs de transports, de facilités pour l'approvisionnement et l'habillement, de dégrèvement fiscal.

---

[1] *Richesse et Population*, Alfred Sauvy. Payot, Paris, 1943.

M. Sauvy qui dresse une esquisse à l'intention toute particulière de la France, dont la situation démographique lui paraît alarmante, puisque entre 1801 et 1936, sa population a passé de 28 à 41 millions, en augmentation de 13 millions seulement, de la façon suivante :

Reproduction	— 5	millions
Accroissement de longévité	+ 16	»
Guerre de 1914	— 3	»
Immigration	+ 5	»

verrait en outre un redressement moral pour ce pays, en y ajoutant le prélèvement intégral des successions en ligne indirecte, la lutte contre l'alcoolisme par la suppression progressive des licences jusqu'à un niveau raisonnable, la répression de l'avortement par la levée du secret médical.

Ce sont là choses souhaitables. Même en voie d'application seraient-elles suffisantes pour orienter vers l'avenir les peuples tournés vers le passé et leur faire voir l'enfant comme « l'ami public n° 1 » ? La question reste sans réponse ; du fait de l'inégalité du progrès technique ou des soucis budgétaires, les gouvernements auront toujours plus de facilité à fournir à leur population *circenses* que *panem*.

F. Y.

Qu'est-ce que le plan Beveridge ? [1]

Pour l'Angleterre, c'est à la fois une œuvre hardie et complète, élaborée sous l'égide d'une Commission interparlementaire groupant les représentants des ministères de l'Intérieur, du Travail, des Pensions, de l'Hygiène publique, des Finances et du secrétariat pour la Reconstruction. C'est aussi un projet d'assurances et de prévoyance sociales soumis au parlement, partiellement admis par le gouvernement, dont l'entrée en vigueur est prévue pour 1945 et qui comporte, pour une période transitoire s'étendant jusqu'en 1965, un budget annuel de 697 millions de livres sterling (fr. 11.849.000.000.—).

Pour le reste du monde, le plan Beveridge est une entité beaucoup moins précise ; mais sitôt connu, il s'est emparé des esprits et rarement publication n'a suscité au sein des populations, pareille impression et éveillé de tels espoirs. C'est que les problèmes soulevés par la sécurité sociale, tout au moins les plus importants, sont communs à toutes les nations. De là, les commentaires de plus en plus nombreux qui sortent des maisons d'éditions, en toutes langues, et celui de M. E. F. Rimensberger, clairement exposé, comportant une traduction fidèle des passages essentiels du rapport original.

Les notions à la base du plan procèdent d'excellentes intentions : extension des assurances sociales et de la prévoyance sociale pour abolir la misère,

[1] *Qu'est-ce que le plan Beveridge ?* de E.-F. Rimensberger. Exposé résumé et commenté d'après le texte original, publié sous les auspices de l'Union syndicale suisse et de la Société suisse des commerçants. Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1943.

contre laquelle il est directement dirigé, la maladie et les infirmités, qui sont souvent les causes de cette misère, l'ignorance, qu'une instruction trop exclusive contribue à maintenir, la malpropreté, due au fait que la répartition géographique des industries et de la population industrielle est laissée au hasard, et le chômage, qui détruit le bien-être et corrompt les hommes, qu'ils mangent ou non à leur faim.

Seulement tout celà présuppose une modification essentielle du régime économique, par l'absorption des organismes d'assurances privées et des institutions analogues existantes, et un effort financier tel que la raison ne se sent plus sur un terrain solide. « Il importe », déclarait un membre du gouvernement britannique, « d'aborder ces problèmes avec confiance, courage et décision, sans trop se préoccuper de la question financière. Et pourtant, les frais en seront élevés ! Indépendamment des assurances sociales, qui ont la priorité, des projets doivent aussi être élaborés pour l'agriculture, pour la construction de logements, pour l'aviation civile, pour les colonies, pour la solution des innombrables problèmes d'après-guerre. » Le rapport lui-même, en ce qui touche le chapitre du plan des assurances-vieillesse, ne cache pas qu'il pourrait se révéler désirable que les cotes fixées pour les prestations soient abaissées et les taux de primes élevés, pour s'adapter aux circonstances spéciales du moment. Quant au chômage, les calculs ont été fondés sur un taux de 8 à 10 % et non pas sur un chômage massif, ce qui n'est pourtant point une éventualité à exclure.

Adopté avec ou sans amendements, le plan Beveridge est à l'image de l'Angleterre, avec les ressources immenses qui sont les siennes, ses vastes projets de réformes économiques, la conscience qu'elle a des nécessités et des sacrifices qu'exigent la guerre et le progrès social. A ce dernier titre, il déborde très largement de son cadre britannique et demeure un évangile d'espoir pour l'amélioration universelle des conditions d'existence des générations qui s'éteignent ou qui montent.

Les destructions et les souffrances de la guerre font naître dans le cœur des hommes un besoin frénétique de sécurité et de bonheur. Malheureusement ces aspirations sociales que tous ressentent et revendiquent, ne coïncident que trop souvent avec un état d'épuisement économique et financier qui rend leur réalisation difficile.

En plaçant le problème dans toute sa netteté, son ampleur, son coût, devant les consciences, le plan témoigne que l'avenir du monde ne repose pas seulement sur des questions, à la vérité essentielles, de production, de monnaie ou de profit, mais sur une collaboration, qui avant de devenir peut-être un jour internationale, doit viser à une solidarité matérielle et chrétienne immédiate.

F. Y.

Le fédéralisme au service de la paix

Est-ce le moment de parler de paix? Tel n'est pas l'avis de ceux qui commandent et mènent le jeu de la guerre totale. Et cependant, il faudra bien un jour rengainer l'épée. Il s'agit donc d'y songer dès maintenant.

C'est ce qu'a fait un écrivain français, M. Raymond Silva, qui vient de publier un ouvrage appelé à marquer de son influence les esprits troublés et inquiets de notre temps [1].

Nul n'était mieux placé que M. Silva pour parler de la paix future et d'un ordre nouveau raisonnable, qui n'a rien de commun avec celui qu'« on » a voulu imposer à l'Europe en 1940. Ancien combattant et grand blessé de la dernière guerre, l'auteur de cet ouvrage fit partie du comité des Croix de Feu, qu'il quitta au moment où le colonel de la Rocque se mit à la disposition de M. Pierre Laval. Ecrivain de talent, M. Silva s'est déjà fait connaître par plusieurs études politiques, sociales et par de nombreux articles de journaux.

Bien que M. Silva s'en défende, son nouvel ouvrage est d'abord une étude historique. Et c'est partant de l'histoire qu'il entend poser les données du problème européen du XXe siècle. Il s'attache, avec une rare lucidité, à déterminer les causes des conflits d'autrefois : luttes d'intérêts de princes, puis de nations entières à partir de la Révolution. L'Europe, pour son malheur, s'était scindée à la mort de Charlemagne, et depuis lors chaque traité de paix n'est pour elle plus qu'un court intervalle entre deux guerres.

Mais tandis que notre continent s'épuise en luttes stériles, un petit pays, la Suisse, réalise après des siècles d'efforts, une unité durable capable de satisfaire trois races et deux religions.

C'est sur le modèle de la Suisse que M. Raymond Silva entrevoit dans l'avenir le rapprochement des peuples européens. Mais leur rassemblement ne peut se faire qu'autour d'une idée commune. Laquelle? Le fédéralisme, naturellement.

Néanmoins, M. Silva n'est pas un rêveur. Il ne prétend pas avoir construit de toutes pièces une doctrine devant laquelle les faits devraient se plier. Il commence, au contraire, par étudier les faits les plus marquants, puis il construit tout autour le cadre d'une doctrine, empirique certes, mais d'autant plus raisonnable qu'elle repose sur une expérience acquise lentement.

Les peuples du continent, une fois réconciliés, devraient d'abord trouver entre eux suffisamment de raison pour accorder leurs intérêts. Il va sans dire que la liberté du XIXe siècle n'est plus concevable. En revanche, un *libéralisme dirigé* tel que le laisse entrevoir la « Charte de l'Atlantique » pourrait satisfaire à la fois les grandes nations et les petits Etats groupés en confédérations.

Cependant une Europe nouvelle ne saurait être fondée sur la primauté de l'économie. D'autres moteurs animent les hommes. C'est à eux qu'il faut faire appel, sinon toute tentative de redressement est par avance condamnée.

---

[1] *Au service de la paix. L'idée fédéraliste.* Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1943.

Après avoir reconnu que le fédéralisme seul permettra aux peuples de notre continent de concilier leurs oppositions, il s'agit encore d'étudier l'essence même du fédéralisme. M. Silva n'y manque pas. S'appuyant sur l'opinion des philosophes, et une fois encore sur la leçon de l'Histoire, « le fédéralisme, dit-il, en conclusion, est la poursuite constante d'un équilibre de l'Etat, doué d'une autorité reconnue par toutes les fractions qui se sont groupées pour accroître leur puissance, sans aliéner leur autonomie et leur personnalité ».

C'est reconnaître la fragilité du système fédéraliste.

Et pourtant ! Ce régime tire sa force de sa faiblesse même. Il oblige les participants à lutter contre l'artério-sclérose de leurs conceptions et de leurs relations. Le fédéralisme est une création perpétuelle qui ne souffre ni le désintéressement routinier, ni l'autoritarisme, fût-il d'une élite.

Après avoir exactement posé les bases du fédéralisme, M. Silva, patriote français, n'hésite pas à soutenir un « universalisme », respectueux des traditions de chacun, qu'il ne faut pas confondre avec l'internationalisme d'un Marx. Cet universalisme n'ira pas jusqu'à l'idée des Etats-Unis d'Europe, dont M. Coudenhove-Kalergi s'était fait le champion dans l'entre deux-guerres. « Rien dit M. Silva, ne serait plus hasardeux que cette forme de construction de l'esprit. Il faut savoir se limiter pour ne pas risquer de tout perdre, avancer avec méthode et consolider ses positions pour ne pas avoir un jour à céder brusquement tout le terrain conquis. »

Pour cela, il faut dès maintenant éduquer les masses, développer chez elles l'esprit de tolérance, grouper leurs intérêts spirituels et matériels.

Il faut — mais c'est pour l'après-guerre — comprendre que le « stade méditerranéen » est dépassé : « L'Atlantique, aux yeux de nos descendants, a chance d'apparaître un jour telle une sorte de vaste mer intérieure exerçant son influence sur tous les pays voisins ».

Et M. Silva d'imaginer la création d'un conseil européen subordonné peut-être à un conseil suprême auquel les nations chrétiennes se rallieraient de plein gré, comme les cantons suisses ou les Etats d'Amérique se sont ralliés autour d'un pouvoir central.

D'aucuns trouveront que le plan de « l'idée fédéraliste » est prématuré. Il ne le serait que si son auteur faisait partie de la troupe des pacifistes bêlants qui se sont si longtemps nourris d'illusions. Mais M. Silva est un réaliste. Ce sentiment ressort à chaque page de son livre, écrit dans le style clair et vigoureux reflétant la flamme d'enthousiasme d'un ancien combattant.

M. A.

* * *

A l'occasion de l'assemblée annuelle de la Société suisse de statistique et d'économie politique, à Neuchâtel, les 25 et 26 juin 1943, la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Neuchâtel a publié un remarquable recueil de travaux. Nous en reparlerons dans notre prochain numéro.